

Lorsqu'elle parlait tout à l'heure que dans ce budget, elle voyait source de création d'emplois, il ne faut rien voir. Il n'y a absolument rien, moins que rien pour créer des emplois dans ce pays, au contraire. La seule bonne chose que le gouvernement libéral a faite pour créer des emplois, c'était les 2 milliards qui devenaient—puisque c'était un programme tripartite—six milliards de dollars.

C'était la seule bonne chose créative, où on pouvait créer de l'emploi et, il faut bien le préciser, c'était des emplois dits temporaires. Il restait 200 millions de dollars et on a menacé de les couper. Et madame la députée de Central Nova nous dit qu'il y aura, dans ce budget, des emplois créés. Au contraire, ce n'est rien.

Elle nous a parlé du déficit et de la dette qui étaient devenus monstrueux, un problème majeur pour le pays. C'est vrai. Mais moi, je pourrais lui rappeler qu'en 1970, lorsque son équipe dirigeait ce pays, le déficit était presque nul, d'environ 1 milliard de dollars. On l'a bonifié. Bien sûr, il y a eu les neuf mois de M. Clark et il y a eu les neuf années du précédent gouvernement, mais le déficit de 550 milliards de dollars qu'on a aujourd'hui, pour lequel on doit payer 50 milliards d'intérêt par année, c'est un enfant de son propre parti, à l'exception des neuf années du Parti conservateur qui ont précédé le retour des libéraux au pouvoir.

Je termine en demandant ceci à ma collègue: «Comment va-t-elle faire pour justifier à ses électeurs le fait qu'on a élargi le fossé pour obtenir la parité dans le lait industriel et le lait nature, en Nouvelle-Écosse?»

[Traduction]

**Mme Skoke:** Monsieur le Président, le député a soulevé un certain nombre de points.

• (1345)

Que les choses soient bien claires. Je n'ai aucun parti pris et j'y vois clair. J'ai lu le budget, je l'ai scrupuleusement examiné et je suis fière aujourd'hui de dire à la Chambre que je l'appuie.

En ce qui concerne l'emploi et la création d'emplois, nous ne devons pas négliger les nombreux programmes qui ont été mis en place par les libéraux dans le cadre de la stratégie de création d'emplois et qui sont maintenus dans ce budget. Les habitants de ma circonscription de Central Nova comptent régulièrement sur le Service jeunesse et sur tous nos programmes de développement des ressources humaines qui créent des emplois. Je suis fière de dire que nous sommes en train de mettre en oeuvre notre programme Service jeunesse.

Pour ce qui est de l'APECA et de son nouveau rôle, nous sommes très fiers et très heureux que cette agence participe au développement économique et régional et comptons bien travailler en étroite collaboration avec elle.

Nous avons notre programme d'infrastructure. Même si les fonds ont été réduits, ce programme a grandement profité à ma circonscription et a permis de créer un certain nombre d'emplois. Nous attendons avec intérêt les futures initiatives dans ce domaine.

### *Le budget*

Nous comptons aussi sur les petites entreprises de notre région. Dans notre pays, 85 p. 100 des emplois sont créés par les petites entreprises. Les libéraux s'efforcent très activement de veiller à ce qu'elles obtiennent le capital de risque dont elles ont besoin. L'APECA jouera aussi un rôle dans ce domaine. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour s'assurer que les banques reconnaissent les initiatives des petites entreprises.

Quant aux subventions aux produits laitiers, puisque cette question qui touche sans aucun doute ma région a été soulevée, elles ont été réduites seulement de 30 p. 100. Ce budget est équitable. Chaque secteur, chaque individu, chaque entreprise, tout le monde est touché. Les subventions aux produits laitiers ont été réduites seulement de 30 p. 100 pour la Nouvelle-Écosse. Je pense qu'il est temps que cette industrie devienne plus compétitive et qu'elle réduise ses coûts de gestion et d'exploitation. Il n'est pas nécessaire de faire payer les 30 p. 100 de réduction aux consommateurs. Je sais que ce ne sera pas le cas à Central Nova.

**Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.):** Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour appuyer le budget déposé par le ministre des Finances le 27 février 1995.

J'appuie le budget essentiellement en raison du processus unique qui a été utilisé. Les Canadiens ont eu une occasion fantastique de participer à l'élaboration du budget. D'innombrables envois nous sont parvenus de Canadiens de toutes les régions du pays et des tonnes de documents et de renseignements ont été distribués aux parlementaires et à la population en général. Les renseignements ont été communiqués sous diverses formes et à plusieurs tribunes, dans des lettres, des envois postaux, au cours d'ateliers sur le budget, de lignes ouvertes à la radio et de réunions publiques.

Les gens ont exprimé leurs idées, leurs opinions, leurs craintes et leurs prévisions pour l'avenir. Les Canadiens ont participé au processus de consultations prébudgétaires et ont exposé leur point de vue. Il n'y a pas eu de révolte. La vraie démocratie a triomphé et nous a donné le budget qui a été déposé.

Nous avons tenu, à Burlington, des consultations prébudgétaires qui ont connu un vif succès. Quel bel exemple de participation, de discussion et de débat public! Nous avons recueilli des observations et des idées incroyables auprès de gens de tous les âges, de toutes les couches sociales et de toutes les professions. Nous leur avons transmis des renseignements avant la tenue de la réunion afin qu'ils soient bien informés au moment du débat. Ils ont pu soupeser les diverses options et réfléchir à la situation, contrairement à ce que leur demandait le Parti réformiste, qui exhortait les gens à simplement indiquer d'un trait les proportions des dépenses à retrancher et les programmes à réduire.

Les discussions nous ont permis d'en venir à un consensus dans bien des domaines, et le débat sur d'autres questions se poursuit. Après avoir longuement étudié les questions, mes électeurs ont livré le fruit de leurs réflexions.

Ils ne voulaient pas de nouvelles augmentations de taxes et d'impôts si le gouvernement refusait de faire preuve de leadership et de prendre des mesures responsables. Ils ont affirmé, et je suis bien d'accord avec eux, que les contribuables nous confient leur argent très précieux et qu'il nous incombe, à nous, de bien le gérer. Il faut justifier l'emploi des fonds.